

# Beyrouth, pressée de toutes parts

## LIBAN Arabie saoudite et Iran menacent un fragile équilibre

- Le Hezbollah dément envoyer des armes dans des pays arabes.
- Le Liban est divisé entre un clan pro-iranien et un clan pro-saoudien.

### BEYROUTH

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Tandis que le Premier ministre libanais démissionnaire Saad Hariri est toujours en France, le bras de fer se poursuit entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Dimanche, Riyad a sommé les ministres des Affaires étrangères des pays arabes de se réunir en urgence au siège de la Ligue arabe, au Caire, pour traiter du dossier libanais.

### Bataille tous azimuts

Le ministre saoudien des Affaires étrangères n'y est pas allé par quatre chemins : « *L'Arabie saoudite ne restera pas les bras croisés face aux agressions de l'Iran (...) Garder le silence sur les agressions iraniennes à travers ses agents dans la région ne mettra aucune capitale arabe à l'abri des missiles balistiques* », a-t-il déclaré. Le représentant du

Liban a protesté... en vain.

Depuis quelques semaines, l'Arabie saoudite s'est lancée dans une bataille tous azimuts contre son ennemi de toujours, l'Iran. Comme souvent, les deux puissances régionales s'affrontent par un joueur interposé : le Liban. Divisé politiquement entre un camp pro-saoudien et un camp pro-iranien, le pays du Cèdre peine à maintenir l'équilibre. Le 4 novembre dernier, Saad Hariri annonçait sa démission depuis Riyad. Dans son discours d'adieux, il dénonçait sans détours la mainmise de l'Iran et de son allié du Hezbollah sur le Liban. Quelques jours plus tard, l'Arabie saoudite a haussé le ton, appelant tous ses ressortissants à quitter Beyrouth le plus tôt possible.

Dimanche, la réunion extraordinaire de la Ligue arabe s'est soldée par un communiqué d'une rare violence. Les membres de la Ligue ont « *fait assumer au Hezbollah, un partenaire dans le gouvernement libanais, la responsabilité de fournir aux groupes terroristes dans les pays arabes des armes sophistiquées et*

*des missiles balistiques.* » Un geste symbolique, qui jette à nouveau de l'huile sur le feu. « *C'est un élément de pression en plus. L'Arabie saoudite a changé d'attitude et montre une vraie volonté d'en découdre avec l'Iran dans toute la région (...)* Le Liban a une marge de manœuvre limitée, de plus en plus de décisions sont prises à l'étranger », explique Ayman Mhanna, ancien professeur à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et secrétaire général du parti Renouveau démocratique.

### Une situation tendue

Face à une situation de plus en plus tendue, le secrétaire général de la Ligue arabe s'est rendu à Beyrouth dès le lendemain pour tenter d'arrondir les angles avec le président de la République Michel Aoun. « *Personne ne voudrait nuire au Liban...* », a-t-il déclaré à la presse locale après son entretien.

L'Iran considère que la déclaration est « *sans valeur* » mais lors de son discours hier soir, le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah a clairement répliqué. « *Nous n'envoyons pas d'armes dans les pays arabes (...)* Les armes du Hezbollah sont primordiales pour la

*stabilité du Liban. Si vous voulez aider le Liban et préserver sa stabilité, vous feriez mieux de le laisser gérer sa politique interne seul* », a-t-il dit, soulignant qu'il attendait le retour de Saad Hariri prévu mercredi pour s'exprimer d'avantage sur la situation au Liban. « *A présent, la balle est dans le camp du Hezbollah et du Président de la République. S'ils campent sur leur position actuelle, ils pourraient se retrouver avec un cadeau empoisonné* », conclut Ayman Mhanna qui envisage un scénario où le camp saoudien abandonnerait le Liban, forçant le Hezbollah à assumer seul la charge de diriger le pays. ■

CHLOË DOMAT

**« Garder le silence sur les agressions iraniennes ne mettra aucune capitale arabe à l'abri »**

LE MINISTRE SAOUDIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

## palliatif Le Hezbollah, ce substitut à l'État

Dans la banlieue sud de Beyrouth, la « Dahiyé », le Hezbollah est omniprésent. Drapeaux du parti et portraits de son chef Hassan Nasrallah aux murs et aux fenêtres, les allégeances sont clairement affichées.

« Le Hezbollah, ici, c'est normal. Ce sont des gens comme nous. On les croise à l'université. Parfois, ils portent mes sacs de commissions, mais, surtout, ils aident ceux qui en ont besoin », raconte Rana, 20 ans, une habitante du quartier. C'est notamment grâce à la contribution du Hezbollah que son grand-père a pu être opéré il y a quelques années.

Pour de nombreux Libanais, le Hezbollah est une entité qui vient de substituer à l'État quand celui-ci est incapable d'assurer ses prérogatives : la santé, l'éducation, le maintien de l'infrastructure, et parfois même la sécurité. D'ailleurs, la « Dahiyé » est cernée par les barrages militaires, certains tenus par l'armée libanaise, d'autres par les miliciens du parti. Ils arrêtent toutes les voitures. « Cela vous paraît étrange, mais, pour nous, c'est rassurant », explique Nour, une autre habitante du quartier, mère de cinq enfants.

**Pour nombre de Libanais, le Hezbollah se substitue à l'État quand il n'assure pas ses prérogatives**

La banlieue sud est régulièrement victime d'attentats suicides. Mais c'est surtout l'attaque israélienne de 2006 qui a marqué les esprits. « Je m'en souviens très bien, les roquettes nous tombaient sur la tête, c'était un sentiment terrible. Tout était détruit. Seul le Hezbollah a su battre Israël. Ensuite, ils nous ont aidés à tout reconstruire » continue Nour.

Crée suite à l'invasion israélienne du Liban en 1982, le Hezbollah se définit depuis ses débuts comme un mouvement de « résistance ». C'est d'ailleurs ce qui a justifié le maintien de ses armes à la fin de la guerre civile.

Présent militairement au sud du Liban, le Hezbollah se targue d'avoir poussé les troupes israéliennes au retrait en 2000, mettant ainsi fin à vingt-deux ans d'occupation. Une victoire, qu'il confirme en 2006, lors de la guerre dite de juillet, qui a fait 1.200 morts côté libanais. Ces deux dates valent au parti une reconnaissance bien au-delà de la communauté chiite.

« Il faut être honnêtes, ce sont eux qui nous ont toujours dé-

fendus contre Israël. Ce sont les seuls capables de faire peur à Israël et à le maintenir à distance. Sans le Hezbollah, les Israéliens seraient à Beyrouth depuis longtemps. Je ne soutiens pas forcément ce parti, il ne me ressemble pas, mais je dois admettre qu'il me protège » dit Antoine Bou Melhem, un jeune chrétien.

Cette image protectrice s'est toutefois abîmée en 2013, lorsque le Hezbollah a officiellement admis qu'il menait des opérations militaires en Syrie, aux côtés de Bachar el Assad. Plusieurs milliers de jeunes libanais, des « martyrs » dont on retrouve les portraits partout à travers le pays, sont morts au combat. Voir la « résistance » s'en aller à l'offensive en Syrie, ça n'a pas été du goût de tous. Beaucoup ont accusé le Hezbollah de se battre pour des intérêts étrangers et de faire plonger le Liban dans la spirale du conflit syrien, alors que le pays avait fait le choix de la neutralité politique.

« C'est, au contraire, l'intervention du Hezbollah en Syrie qui a protégé le Liban du danger. Sans ça, des groupes terroristes comme l'Etat islamique et Al Nosra se seraient emparés des terres libanaises », explique Ali Hijazi, un analyste proche du Hezbollah.

Jusqu'à une offensive conjointe du Hezbollah et de l'armée libanaise cet été, ces deux groupes tenaient une enclave au nord-est du Liban.

Cet argument ne semble pas convaincre le Premier ministre Saad Hariri, qui, lors de son discours de démission le 4 novembre, a dénoncé la mainmise de l'Iran et du Hezbollah sur le Liban.

Le parti s'en défend : « Le Hezbollah est un parti libanais, son leadership est libanais, son public est libanais, il a des députés au Parlement libanais et les ministres au gouvernement libanais », ajoute Ali Hijazi.

Dans la banlieue sud pourtant, il n'est pas rare de croiser le portrait de Moussa Sadr, un imam libanais né en Iran. On retrouve aussi les dirigeants iraniens Khomeiny et Khamenei, mais les habitants n'y voient pas forcément d'ingérence. « On ne sent pas vraiment cette présence iranienne, ce sont des accusations politiques. D'ailleurs, ici, chaque parti a un parrain étranger », explique Mahmoud Zeineddine, fondateur d'une ONG basée à Dahiyé. ■

C. DT